

Politique de l'énergie : le temps est venu d'une décision politique d'ampleur

La première ministre a présenté les résultats du travail fait par son administration pour une transition énergétique qui nous conduirait à la neutralité carbone dès 2050. Ce serait très coûteux.

Ce serait beaucoup moins coûteux si l'échéance était en 2070. A cette date nous pourrions avoir assez d'électricité décarbonée pour nous chauffer sans avoir fait de très grosses dépenses d'isolation thermique. Et la transition vers les véhicules électriques et vers de nouveaux processus industriels pourra se faire sans démanteler prématurément le potentiel en équipement et en compétences humaines existant. L'échéance 2070 sera coûteuse, certes, mais de 20 milliards d'euros par an de moins que l'échéance 2050.

L'inflation ronge le pouvoir d'achat, les besoins de l'éducation, des hôpitaux, de la défense, de la justice et autres sont criants, l'endettement atteint un niveau critique. Comment convaincre les Français d'accepter de faire ces dépenses pour respecter l'échéance de 2050 ?

L'accord de Paris ? Non ! Il parle de la fin du siècle et ne dit rien de 2050. Une décision européenne ? Elle peut évoluer ; elle peut aussi s'interpréter. Cette échéance est d'autant plus contestable qu'elle a été décidée sans avoir étudié s'il ne serait pas plus efficace d'éviter des émissions ailleurs que chez nous : le CO₂ en effet ignore les frontières, chose apparemment méconnue des pouvoirs publics.

Comment donc adhérer à un tel programme si coûteux dont le fondement est tellement fragile ?

Vient le temps de profondes décisions politiques

L'administration élabore un projet de programme dans un cadre fixé par le pouvoir politique ; le pouvoir politique, ayant connaissance de ce projet, confirme le cadre et adopte le projet, ou modifie le cadre et demande un autre projet. Ce processus de décision est classique et correct.

On l'a vu fonctionner pour la production d'électricité. Le cadre était celui-ci : la consommation d'électricité n'augmente pas et la capacité nucléaire diminue d'ici 2035 dans la perspective affichée de la faire disparaître en 2050 ou 2060. La décision politique finale fut d'augmenter massivement la consommation d'électricité et de relancer le nucléaire.

L'objectif auquel nous devons contribuer est que les émissions *mondiales* de CO₂ soient annulées avant la fin du siècle. Les pays en développement, notamment en Afrique, si proche de nous, dont les besoins en énergie sont colossaux et les moyens financiers très faibles, pourront être « neutres en carbone » *au-delà de 2050* ; ils le disent eux-mêmes. D'ici là, les actions à mener pour éviter chez eux des émissions coûteront beaucoup moins que ce que nous devrions dépenser pour être neutres en carbone dès 2050.

La conclusion – si l'on est un tant soit peu rationnel – s'impose : il sera plus efficace de mener une stratégie conjointe avec quelques pays d'Afrique pour parvenir ensemble à la neutralité carbone en 2070 ; la France contribuera à ce programme en finançant des actions menées chez elle et d'autres menées dans ces pays d'Afrique où elles éviteront en 2050 autant d'émissions que ce qui sera émis alors depuis son territoire. L'objectif français de neutralité carbone dès 2050 sera ainsi respecté.

Que l'on n'objecte pas que ce sera complexe ! Bien sûr ! Mais vu l'état de nos relations avec l'Afrique, n'est-il pas temps de rechercher avec quelques-uns d'entre eux d'autres modes de relations : agir ensemble pour atteindre un objectif qui intéresse le monde entier, donc eux autant que nous ?

Supprimer les émissions françaises en 2070 et une nouvelle politique de coopération

2070 au lieu de 2050 : pas plus d'émissions mondiales ; moins de dépenses, des coopérations avec l'Afrique d'un type nouveau où la France pourra doubler ce qu'elle y consacre et proposer son potentiel technique et industriel ; de plus, si les jeunes de ces pays peuvent former des projets chez eux plutôt que chez nous, l'espoir d'apaiser quelque peu la pression migratoire,

J'ajoute, hors texte : ainsi, quand nous ou nos enfants serons obligés d'être brutaux pour canaliser et limiter l'immigration, il nous sera moins difficile de nous regarder dans la glace que si nous avons inutilement dépensé des centaines de milliards pour être « neutres en carbone » avant les autres, comme pour leur faire la leçon.

Sur www.hprevot.fr la page www.hprevot.fr/eurmonde.html avec des liens vers plusieurs articles dont « la nouvelle géopolitique du carbone » (revue Esprit) et « pour une stratégie bas carbone menée avec des pays d'Afrique ».